

L'Europe selon Gordon Brown est un problème et pas une solution

Zaki Laïdi

L'Europe est-elle le problème ou la solution? Pour Gordon Brown, à la fois grand argentier de sa majesté et grand associé rival de Tony Blair, la réponse est claire: face à la globalisation elle est problème et non solution.

Dans le texte intéressant qu'il vient de produire, *Global Europe: full employment Europe*, on mesure que son discours sur la globalisation est mis au service d'un raisonnement qui en vient à nier la nécessité d'une Europe politique.

Soyons clairs. Tout ce qu'exprime M. Brown n'est pas contestable. Loin s'en faut. Si l'on remet son texte dans le débat français, on peut mesurer l'ampleur du gouffre intellectuel et politique qui sépare les deux pays.

A la différence des élites françaises, M. Brown, qui est, rappelons-le, travailliste, n'appréhende nullement la mondialisation. De surcroît, il estime à bon droit qu'elle constitue une source de redistribution de la richesse et de la puissance vers d'autres espaces, et notamment l'Asie. Cette idée essentielle selon laquelle la mondialisation constituerait une opportunité pour des régions entières de la planète est par exemple totalement absente du discours français.

Autre point dans le discours de M. Brown: la mondialisation n'est pas forcément un processus de nivellement par le bas, mais au contraire une dynamique de compétition vers le haut, spectaculairement illustrée par la montée en gamme des exportations chinoises, la formation industrielle de scientifiques de haut niveau, bref: par la capacité potentielle de la Chine à nous concurrencer dans les domaines où nous sommes les plus forts. Pour autant, ce discours n'est pas pleinement acceptable car il nie toute pertinence au projet politique européen - sinon

l'adaptation à la mondialisation - et voit celui-ci comme un obstacle à cette adaptation.

M. Brown commence tout d'abord par identifier l'Europe à un espace introverti qu'il compare à un « bloc commercial » (trade bloc). On retrouve cette vieille idée américaine d'une Europe forteresse alors que l'Europe constitue l'espace commercial le plus ouvert du monde, comme n'avait de cesse de le dire Pascal Lamy du temps où il représentait l'Europe dans les négociations commerciales. Et que, même si celle-ci continue à se protéger excessivement dans certains secteurs agricoles, cela ne l'empêche pas d'être, et de très loin, le premier importateur du monde de produits agricoles.

M. Brown en profite pour condamner sans appel le protectionnisme agricole européen censé causer la perte des pays en développement. Mais il omet soigneusement de dire que cette idée n'est pas totalement rigoureuse: la libéralisation des marchés agricoles européens profitera aux pays émergents exportateurs de viande bovine et de céréales. Et il oublie que si elle est conduite de manière brutale, elle ruinera les agricultures des autres pays en développement proches politiquement et historiquement de l'Europe. Cela ne signifie naturellement pas l'immobilisme. Mais cela n'est pas une raison pour nier le fait que l'agriculture n'est pas une activité comme les autres.

Que devient donc le politique dans tout cela? Au niveau national, nous dit M. Brown (on touche là le cœur du message brownien), la contrainte est globale mais les systèmes politiques sont nationaux. Il faut donc consolider les deux pôles du système mondial, quitte à se défaire des médiations et donc de l'Europe.

Ainsi M. Brown se déclare très hostile à toute harmonisation fiscale en Europe et semble se satisfaire d'une méthode ouverte de coopération qui n'impose aucune réelle contrainte aux Etats membres et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas été couronnée de succès. Sans doute est-ce pour cela aussi que M. Brown la défend.

En réalité, M. Brown voit l'Europe comme un espace où les Etats-nations européens se doivent de rester solides tout en se heurtant à une concurrence acharnée entre eux pour faire face aux défis de la globalisation. L'idée d'une solidarité européenne lui est étrangère, comme en témoigne son opposition à l'augmentation des ressources communautaires, et notamment au Fonds d'aide à la croissance, qui prévoit pourtant d'allouer 10 milliards d'euros pour faire

face aux restructurations et aux délocalisations.

Originaire d'un pays qui a renoncé à toute industrie pour se spécialiser dans les services à la fois très qualifiés et très peu qualifiés, M. Brown voit fondamentalement la Grande-Bretagne sortir vainqueur de cette dynamique. C'est naturellement son droit. Il est d'ailleurs symptomatique que M. Brown laisse totalement de côté les spécificités du modèle continental: un travail cher, une protection sociale élevée, des standards qualitatifs élevés, des normes environnementales très élevées, des aspirations non marchandes non négligeables. Bref, tout ce à quoi les Européens sont attachés est mis sur le compte d'un modèle dépassé.

Plus grave encore est l'absence de toute référence à l'idée de gouvernance mondiale, d'organisation normative du monde qui, quoi qu'on en dise, est au cœur du projet européen. Si le seul objectif est de s'adapter à un jeu mondial sans avoir à exprimer au sein de celui-ci des préférences propres, il n'y a effectivement pas de raison de poursuivre la construction européenne.

C'est là d'ailleurs que l'on peut mesurer à quel point les critiques français de la Grande-Bretagne se trompent. Depuis l'échec du référendum, ils nous répètent comme une antienne que la Grande-Bretagne veut imposer son modèle à l'Europe et exercer son hégémonie sur celle-ci.

En réalité, le projet britannique est à la fois plus modeste et plus machiavélique. Londres ne cherche pas à s'imposer à l'Europe et n'aspire nullement à lui conférer plus de moyens. Ce qu'elle souhaite, c'est empêcher qu'une Europe politique vienne la «perturber» dans la réalisation de son seul vrai dossier: valoriser la position compétitive de la place britannique dans un monde globalisé, quitte à laisser les «continentaux» se distraire dans des querelles institutionnelles ou des dispositifs contraignants dont elle ne veut clairement pas.

A ceux qui croient à l'Europe, ce message est naturellement inacceptable. Le drame est que face à lui, les voies alternatives sont tout simplement inexistantes ou totalement décalées. Il n'y a aujourd'hui personne en Europe capable de répondre de façon crédible, cohérente et articulée, à M. Brown. La fin de l'Europe?